

DIAL 2765

PARAGUAY - Les occupations sont le seul moyen d'accéder à la terre

mercredi 1er décembre 2004, mis en ligne par [Dial](#)

L'invasion des « latifundios » (grandes propriétés) par des paysans sans terre est un phénomène fréquent au Paraguay, qui, cette année, s'est nettement multiplié. Dans l'interview ci-dessous, Marcial Gomez, secrétaire général adjoint de la Fédération nationale paysanne (FNC - qui regroupe plus de 30 000 paysans paraguayens), montre la nécessité d'une redistribution de la terre et indique que la culture intensive du soja élimine des communautés paysannes entières. Interview réalisée par Carlos Amorín, publié par [Noticias Aliadas](#), 30 septembre 2004.

Quelles sont les raisons de l'actuelle augmentation des occupations de terres ?

L'un des principaux problèmes que nous avons au Paraguay est que 80% de la terre sont accaparés par 1% de la population, et que des milliers de travailleurs et de paysans sont dans l'impossibilité de produire. C'est pourquoi nous proposons, nous, depuis des années, un « Programme national de remise en activité » qui ne peut se concrétiser sans une redistribution de la terre. Jusqu'à maintenant, le seul moyen dont dispose le paysan pour obtenir de la terre, c'est l'occupation. C'est une mesure pour faire pression et provoquer une décision au sein du gouvernement.

Nous définissons comme pouvant être occupés les domaines de plus de 3 000 ha, car nous considérons qu'à partir de cette taille il s'agit manifestement d'un latifundio, et actuellement nous sommes en désaccord avec quelques groupes qui occupent des terrains de 200 ou 300 ha car ce sont peut-être ceux de petits producteurs qui n'ont rien pour cultiver. Nous proposons aussi une restructuration du système bancaire public qui devrait s'orienter vers le financement du secteur productif. Nous exigeons également que les matières premières soient transformées dans le pays afin de développer une industrie nationale et générer des emplois, en ce moment aussi nécessaires que rares.

Qui la Fédération représente-t-elle ?

Elle est constituée de petits et moyens producteurs agricoles et de paysans sans terre. Au Paraguay, jusqu'à présent, il y a très peu de salariés agricoles. Même la récente culture extensive du soja dans les campagnes emploie très peu de main-d'œuvre.

Nous n'avons pas de registre des adhérents. Les gens s'organisent dans les assemblées communautaires, ensuite dans les districts, puis dans les départements et ainsi jusqu'au niveau national. Normalement nous mobilisons environ 30 000 personnes.

Comment se manifeste ce que l'on appelle la "sojisation" ?

Actuellement, il y a près de 2 millions d'hectares plantés en soja. C'est un problème très grave. En effet, non seulement cela accroît la production de soja à 90% transgénique, mais aussi la concentration de la propriété terrienne car les producteurs de soja éliminent les communautés paysannes en utilisant massivement des produits toxiques ; ils les empêchent de continuer à produire de manière traditionnelle

car ils font des fumigations de glyphosate, que nous appelons le « tue-tout », lequel élimine le manioc et le maïs, qui sont la base et l'essentiel de l'alimentation des paysans.

C'est alors qu'on les accule à vendre leur terre. Cette politique est systématique et s'applique dans plusieurs régions du pays. Ces producteurs de soja polluent tout, font disparaître les forêts, créant ainsi un énorme problème social et économique que personne ne prend en charge.

Combien y a-t-il de paysans touchés ?

Des dizaines de milliers, parce que les producteurs de soja pénètrent pratiquement dans tous les départements. Ils détruisent vraiment dans toutes les régions, ils éliminent des communautés entières qui se transportent dans les grandes villes et vont grossir leurs ceintures de bidonvilles. Si tu ne pars pas et que tu veux résister, tu meurs de faim ou d'intoxication.

La FNC pousse donc aux occupations ?

Oui, parce que c'est le seul moyen, pour le moment, qui peut, selon nous, permettre de procurer de la terre au paysan. A l'heure actuelle, le gouvernement national a pris l'engagement avec notre Fédération de distribuer 5 000 ha dans le département de San Pedro, 4 000 autres à Coaguazú et 2 000 à Misiones. Dans toutes les communautés où il y a des organisations affiliées à la Fédération, nous organisons aussi une résistance à l'avancée du soja, en premier lieu pour préserver l'organisation sociale, économique et culturelle des communautés paysannes, menacée par la politique d'exportation agricole. La persécution contre nous est grande ; plusieurs compagnons et compagnes sont poursuivis en justice. Récemment ont été tués à Coaguazú deux compagnons qui allaient soutenir une communauté en lutte contre la fumigation aérienne. Ils ont été interceptés par la police locale et assassinés.

Quelles difficultés rencontrent les paysans après avoir reçu la terre ?

C'est un sujet de discussions à tous les niveaux, car il est très important. Historiquement le gouvernement a offert des lots d'environ 10 ha par famille et séparés les uns des autres, de manière à rendre impossible toute organisation et difficile l'accès aux services. Il n'y a pas non plus d'aide initiale à l'implantation. Maintenant, nous autres prônons un modèle appelé « implantation en noyau », c'est-à-dire qu'à la fois il respecte les formes communautaires traditionnelles et facilite l'accès à l'éducation et aux services. Mais le gouvernement n'accompagne pas les implantations, que ce soit par des crédits, de l'assistance technique, du transfert de technologie, encore moins par la garantie de vente de la production ; celle-ci est strictement régie par les conditions qu'impose le marché.

Selon quel critère est distribuée la terre une fois celle-ci acquise ?

Nous avons trois types d'implantation. L'un est collectif et implique un seul titre de propriété. Une autre modalité est semi-collective : chaque famille a son lot propre, mais il existe aussi un domaine collectif au sein de l'implantation. Enfin il y a le modèle prôné par le gouvernement, celui de la stricte propriété individuelle. En ce moment, nous poussons à l'implantation semi-collective, comme moyen d'expérimenter la création d'un revenu collectif, ce qui implique discussion et accord sur son utilisation. Hélas, sauf quelques aides ponctuelles, le gouvernement ne fournit ni ressources ni technologie aux colons et les banques exigent des garanties pour accorder des crédits. Les nouvelles implantations commencent tout juste à payer leur terre, moyennant quoi elles n'ont encore aucun titre de propriété.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.